

Le Département met 28 millions d'euros pour le futur MIN

Martine Vassal, présidente du CD 13, a annoncé hier à Châteaurenard un important soutien financier pour le projet

Le Département contribuera au financement des deux premières phases du projet en engageant 28 millions d'euros entre 2017 et 2021". Hier matin, au terme d'une matinée marathon, qui avait débuté par une visite du carreau du Marché d'intérêt national de Châteaurenard, Martine Vassal a annoncé la bonne nouvelle.

Accompagnée des conseillers départementaux Lucien Limousin et Corinne Chabaud, la présidente du Conseil départemental n'est pas venue les mains vides, à la rencontre des représentants du monde agricole et des élus de Terre de Provence. Sur ce territoire, où l'agriculture est un pôle économique fondamental - 4 900 exploitations agricoles et 18 000 emplois directs sont recensés dans les Bouches-du-Rhône -, la collectivité a maintenu le budget qui lui est dédié depuis deux ans. Mieux, si depuis le 1^{er} janvier, c'est la Région qui en a la compétence, le CD 13 a souhaité signer une convention de trois ans qui lui permet de poursuivre sa politique agricole.

Et en particulier pour ce nouvel outil, qui aujourd'hui bénéficie d'une adhésion du monde paysan. Ce qui n'a pas toujours été le cas, comme l'a rappelé le député-maire Bernard Reynès, président de la structure et de la communauté d'agglomération. "Ce projet a d'abord subi quelques hostilités et un peu de scepticisme. Aujourd'hui, la profession est arc-boutée pour faire aboutir, avec les treize maires de l'intercommunalité, ce Min qui n'est plus celui de Châteaurenard mais le Min de Provence", a-t-il rappelé.

Légitimité du projet

Ce qui va lui permettre l'ouverture souhaitée. La volonté est en effet de développer les circuits courts et la vente directe mais aussi de se réapproprier, au niveau de la production, le marché régional, et d'être très présent sur le marché national et sur l'international. "La réflexion a toujours été faite avec la profession. C'est un marché de produc-



Martine Vassal, entre Lucien Limousin et le député-maire Bernard Reynès, devant Jérémie Becciu (directeur du Min).

/PHOTO N.C.-B.

teurs... Mais pas que. Ils doivent être à la manœuvre pour co-construire avec nous ce projet. Et nous travaillons aussi avec nos partenaires institutionnels : État, Région, Département", a-t-il argué par ailleurs, se félicitant de ce soutien indispensable, qui complète celui de l'État déjà obtenu, et qui donne de la légitimité à ce projet.

Des propos auxquels adhère totalement Martine Vassal, qui évoque aussi "un endroit, non pas concurrentiel, mais complémentaire". D'autant que la demande des agriculteurs est aujourd'hui très forte, et en particulier celle des jeunes qui s'installent. "C'est un engagement financier considérable, exceptionnel, à la hauteur d'un projet dynamique et ambitieux qui vise à positionner le MIN de Châteaurenard comme le Rungis du Grand sud de la France", s'est-elle réjouie, avant d'annoncer que cette somme allouée concerne la première phase. Celle-ci va

ainsi être financée à près de 50 % par le Département.

Et de promettre de convaincre la Région mais également les départements limitrophes. Parce que ce nouveau Min sera "un vecteur puissant d'activités, d'emplois et de croissance. C'est ensuite un enjeu agricole avec l'implication et la valorisation de toutes les filières de production. Et territorial parce que c'est tout le nord de notre département et même bien au-delà qui va en tirer les bénéfices."

L'objectif annoncé est de travailler ensemble, avec les autres MIN, pour développer cette agriculture du sud de la France, le bio, les circuits courts... C'est aussi d'associer toutes les énergies pour préserver la production locale et rendre productif le foncier agricole. Sans oublier le développement durable et la protection du voisinage par une large bande végétalisée.

Nelly COMBE-BOUCHET
nbouchet@laprovence-presse.fr

ET LES AUTRES ?

"Le fait que Rungis s'intéresse à notre projet est pour nous une légitimité très forte. Il a besoin de produits de terroir et de qualité et nous d'un marché," a affirmé Bernard Reynès. Tandis que Martine Vassal a expliqué que sa préoccupation, c'est aussi que "ce nouveau MIN puisse associer les autres MIN du département, voire même au-delà. Je pense au MIN des Arnaux à Marseille, avec qui les relations se sont pacifiées, à celui, plus modeste, de Saint-Étienne-du-Grés mais aussi de Cavaillon... Le MIN de Châteaurenard a vocation à être LE leader mais il sera encore plus fort si nous associons toutes les énergies." La présidente a insisté pour dire que le Min de Provence n'est pas là pour écraser les autres mais au contraire pour faire ressortir le territoire. N.C.-B.

LES AXES ROUTIERS

LEO et RD 570: 17 millions d'euros pour permettre la desserte du MIN de Provence

Martine Vassal a aussi parlé d'un travail en collaboration au niveau des routes et notamment des choix financiers très lourds consentis pour désenclaver tout le nord du département. "Car ce projet de MIN ne peut se concrétiser que si toutes les conditions sont réunies, notamment au niveau des aménagements routiers."

Ainsi, un des axes routiers structurants pour assurer la desserte du futur MIN, la RD 570, va être requalifié à partir de 2018, entre Arles et Gravelson. Le Département va injecter 9 millions d'euros sur ce chantier.

De même la Liaison Est-Ouest va-t-elle bénéficier d'un soutien conséquent. "Nous avons été très proactifs avec mes collègues du Vaucluse pour que la LEO puisse voir le jour, non pas pour déverser tous les camions sur le nord du département mais pour aller au-delà. L'État a été très réceptif car il a bien compris la problématique". Et donc le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône va investir près de 8 millions

d'euros pour la réalisation à venir de la 2^e tranche, de la Liaison Est-Ouest qui s'était enlisée ces dernières années. Un aménagement qualifié d'indispensable pour desservir les activités du futur MIN de Provence, "avec ce fameux pont pour aller vers Avignon et rejoindre l'autoroute derrière".

Tandis que Bernard Reynès a souligné la volonté générale de se rapprocher du Vaucluse, notamment de la plate-forme multimodale de Courtine. "Courtine est un argument essentiel du Min de Châteaurenard. Avec la LEO, qui va nous permettre de nous connecter très rapidement."

Il a aussi été question, lors de la rencontre avec les agriculteurs, du rail. "On va travailler avec la Région et le président Estrosi, avec la SNCF, pour qu'elle soit plus à l'écoute sur les besoins. Nous avons la chance d'être à côté d'une grande gare et pas loin d'une autre, afin que nous puissions aussi utiliser ce moyen de déplacement qui va nous permettre d'irriguer l'ensemble du pays et au-delà."

N.C.-B.

RENCONTRE ENTRE MARTINE VASSAL ET LES MAIRES DU PAYS D'ARLES À TARASCON

La délégation des 29 communes hors métropole confiée à Lucien Limousin

Les maires des 29 communes du Pays d'Arles, hors Métropole, viennent d'adopter leur Scot et, tout prochainement, vont porter sur les fonds baptismaux le Pôle d'équilibre territorial et rural qui scellera leurs desseins pour le territoire, comme le veut la loi. Inquiets et courroucés par les annonces d'une éventuelle absorption du Département dans la Métropole, et donc de leurs communes, ils ont obtenu à plusieurs reprises de la Métropole, par Jean-Claude Gaudin, et du Département, par Martine Vassal, l'assurance que cette possibilité n'était pour l'heure pas envisageable.

Dans le cadre d'une visite importante pour le Pays d'Arles qu'elle a réalisé entre jeudi soir et hier, la présidente du Conseil départemental a tenu à s'adresser aux 29 maires. Jeudi soir, alors qu'elle revenait des 20 ans de l'EPI Terre de Provence, en ayant annoncé un contrat aux sommes revues à la hausse pour trois ans, les maires étaient tous là. La "patronne" du Département a choisi Tarascon pour un dîner, et cela n'avait rien d'innocent. Alors que Lucien Limousin, maire de Tarascon, vice-président du CD 13 en charge de l'agriculture, était depuis des semaines présenté comme celui qui assurerait la liaison entre les 29 communes



Martine Vassal entourée des 29 maires du pays d'Arles.

/PHOTO CYRIL HIÉLY

et le Département, c'est une délégation des territoires hors métropole qui lui a été officiellement confiée. "J'ai souhaité créer cette délégation pour bien montrer mon attachement indéfectible et celui du Département à vos 29 communes", a-t-elle insisté. "Il ne peut y avoir de villes fortes, d'agglomérations fortes, sans campagnes fortes, a ajouté

Lucien Limousin. Nos villes ne sont fortes que si les bassins de vie ruraux sont pris en compte. Martine Vassal s'y est engagée en sanctuarisant l'aide aux communes. Nous allons tout mettre en œuvre pour garantir l'équilibre, voire même la complémentarité, entre la zone rurale du Département et la Métropole."

Outre des contrats avec les com-

munes qui continueront, "pour vous aider à réaliser les projets pour lesquels vous avez été élus, les politiques en ont besoin pour leur crédibilité", Martine Vassal a annoncé deux autres contrats, revus à la hausse avec ACCM et Terre de Provence... Et elle ne s'en est pas tenue là dans la confiance accordée à cette partie du territoire. C'est en effet

aux 29 élus du Pays d'Arles que Martine Vassal a réservé l'annonce publique de sa candidature pour la présidence de la Métropole en 2020. Précisant que la loi lui permettait de rester, si elle était élue, également à la tête du Département. "Après 2020, je resterai ainsi à vos côtés. Je ne veux en aucun cas que les 29 communes soient esseulées ou cannibalisées par la Métropole. Le Département va rester dans ses compétences, à vos côtés, en laissant le temps à la Métropole de se développer. Il faut faire les choses progressivement."

Par rapport au PETER en construction, Martine Vassal a assuré soutenir la démarche. "Je crois à un Pays d'Arles totalement maître de son destin !" Un Pays d'Arles maître de son destin, mais qui a besoin évidemment des collectivités comme le Département pour aider à mener des projets. Martine Vassal s'est dite prête à soutenir les 29 communes, et elle a fait le bilan de deux premières années à la présidence, rappelant les efforts, ici, en terme de numérique, d'agriculture, d'infrastructure et de culture. La rénovation du Museon Arlaten, pour 25 M€, est en effet portée par le Département. Les maires, en ordre de marche pour le PETER, avaient très certainement besoin aussi d'entendre tout cela.

Julie ZAOUÏ